



**POLITIQUE**  
Le naufrage  
de Filoche

**ENQUÊTE**  
Les mensonges  
du bouddhisme

**CULTURE** Où est l'art...  
dans l'art  
contemporain?



# Marianne

www.marianne.net

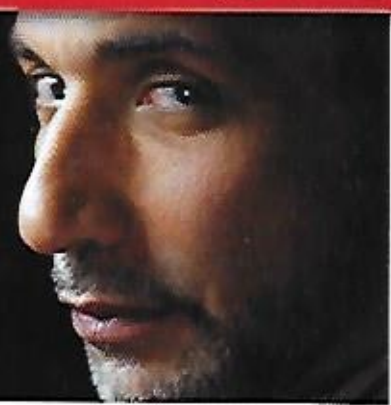
N° 1080 Du 24 au 30 novembre 2017

A 0 - 0333 - 140 000 000 (01 40 00 00 00) (01 40 00 00 00)  
M 01392 - 1000 - F 4,00 €



**TÉMOIGNAGE EXCLUSIF**

## “Le jour où Tariq Ramadan m’a violée”



**ÉLUS, PATRONS, INTELLECTUELS, ARTISTES...**

# COMMENT LE MAROC INFILTRE LA FRANCE



# COMMENT LE MAROC INFILTRE LA FRANCE

Sur fond d'intérêts économiques et stratégiques, de droits de l'homme et de guerre contre le terrorisme, le Maroc n'a cessé d'étendre ses réseaux d'influence en France. L'élection d'Emmanuel Macron n'a pas changé la donne et de nouvelles figures incarnent désormais une diplomatie parallèle. **PAR VLADIMIR DE GMELINE**

**T**ous ces sourires. Toute cette amitié. Ces embrassades et ces yeux qui brillent. C'est émouvant, et un peu inquiétant. A voir tous nos présidents, Premiers ministres, ministres et parlementaires se précipiter à Rabat à peine élus, expliquer qu'il n'y a pas meilleur allié sur le continent africain que le royaume chérifien, pôle d'excellence économique, monarchie éclairée en route permanente vers la démocratie, rempart contre l'islamisme radical et « terre de contrastes entre tradition et modernité », on sent bien que les choses ne sont pas si simples. Ils en font trop. De fait, derrière les mines réjouies se cachent des tractations violentes, des négociations et des jeux de pouvoir dans lesquels la monarchie semble se tailler la part du lion de l'Atlas. Depuis le début

des années 90, le Maroc a su étendre ses réseaux d'influence en France, créer des relais, s'appuyer sur les bons leviers, qu'il entretient soigneusement. Hassan II, monarque autoritaire, aussi élégant que brutal, avait été l'initiateur de cette diplomatie reposant sur des liens de confiance, souvent personnels, comme ceux qu'il entretenait avec Jacques Chirac. Son fils, Mohammed VI, est vite passé du statut d'héritier timide à celui de souverain habile, figure politique majeure du continent africain. Conséquence : après Chirac et Sarkozy, familiers

de la Mamounia et des résidences royales, le palais a su composer avec un François Hollande réputé plus proche de l'Algérie. Et l'élection d'Emmanuel Macron n'a pas modifié ce jeu d'influence.

En France, le Maroc peut toujours compter sur ses nombreux amis dans le domaine des affaires, des arts et de la culture, comme dans celui de la politique. D'Elisabeth Guigou à Dominique de Villepin en passant par Jack Lang, Bernard-Henri Lévy, Dominique Strauss-Kahn, Jamel Debbouze, Brice Hortefeux, Rachid Benzine,

**POLITIQUES, ARTISTES, CÉLÉBRITÉS : ILS SONT DES DIZAINES À POUVOIR ÊTRE ACTIONNÉS COMME RELAIS DES MESSAGES ET DES INTÉRÊTS DU ROYAUME.**



Najat Vallaud-Belkacem ou Gad Elmaleh, ils sont des dizaines, binationaux, Français nés au Maroc, membres des groupes d'amitié du Sénat et de l'Assemblée nationale, invités réguliers, à pouvoir être actionnés comme relais des messages et parfois des intérêts du royaume. Une exception dans le paysage diplomatique. En retour, les intérêts français au Maroc sont préservés.

Le nouveau pouvoir français se situe donc dans la lignée de ses prédécesseurs, même si le magazine marocain *Tel quel* laissait entendre dans son numéro du 17 novembre, à l'occasion de la visite d'Edouard Philippe à Casablanca, que les cartes étaient rebattues. « *A chaque nouvelle présidence, on observe l'arrivée de nouveaux acteurs, confie un soutien d'Emmanuel Macron de la première heure. Mais il ne faut pas non plus surévaluer ces*

*canaux, car le canal institutionnel reste privilégié. Seulement, les institutionnels ne sont pas des figures publiques à même d'incarner la relation. On a donc recours à des personnes connues pour cela.* » Ces figures montantes de la Macronie sont, par exemple, Leïla Slimani, prix Goncourt 2016, auteur d'une enquête remarquée, *Sexe et mensonges au Maroc*, nommée récemment « *représentante personnelle du président pour la francophonie* », qui l'accompagnait lors de son premier déplacement dans le royaume, ou encore le judoka Teddy Riner.

### LIGNE DIRECTE AVEC LE ROI

L'écrivaine a un temps donné des chroniques au site d'information 360.ma, réputé très proche du palais : « *J'y ai écrit sur les conseils de mes amis Fouad Laroui et Tahar Ben Jelloun, confie-t-elle à Marianne,*

### EMMANUEL MACRON À RABAT, LE 14 JUIN

Si Hassan II avait été l'initiateur d'une diplomatie marocaine reposant sur des liens de confiance, souvent personnels, l'arrivée sur le trône de son fils n'a en rien changé cette dynamique.

*dans la perspective du Salon du livre de Paris qui mettait les auteurs marocains en avant. J'ai toujours pu écrire ce que je voulais sur les prisons, la liberté sexuelle ou de conscience ou l'affaire Hibn Achabi [une femme chef d'entreprise incarcérée pour adultère]. Ma chronique l'avait un peu aidée pour trouver des soutiens. On ne m'a jamais censurée ou corrigé une ligne en tout cas.* »

Il ressort aussi du dossier de *Tel quel* que la plupart des anciens acteurs de la diplomatie informelle sont en train de quitter la scène. Et que le président Macron, rétif à la culture des « réseaux » et de la « connivence », préfère s'en remettre à un lien direct avec le roi. C'est sans doute le message que cherche à faire passer l'entourage du président français, mais les Marocains n'y croient guère : « *On n'efface pas une génération de cette manière, pense Neïla Tazi, fondatrice du festival* >

eain/jocard / reuters



revelle-beaumont / sipa

> de musique Gnaoua et musiques du monde d'Essaouira, présidente de l'agence A3 Communication, et représentante de la CGEM (le Medef marocain) au Sénat. *Ily a une transmission, une évolution, les choses prennent du temps au Maroc.* » Elle évoque le député LREM Bruno Fuchs, présent d'une « manière très subtile », et Amal-Amélia Lakrafi, députée de la 10<sup>e</sup> circonscription des Français de l'étranger. Mais, pour elle, les anciens ne vont pas disparaître, « car il y a le respect de ceux qui ont ouvert la voie ».

« On fait des tests, sourit un vieux routier de la politique, Franco-Marocain naviguant en permanence entre Paris et Casablanca. *El Guerrab, c'est dommage, ça a raté. On essaie d'autres choses. Il y a Ahmed Eddaraz maintenant, on va voir.* » L'assistant personnel de Brigitte Macron, buraliste à Rodez, dans l'Aveyron, et futur candidat aux élections européennes de 2019, est encore en phase de rodage : « Je ne sais pas quelle est la force de sa relation avec les Macron,

**SOFT POWER À LA MAROCAINE**  
Le royaume chérifien peut compter sur un aréopage de personnalités - comme ici, Elisabeth Guigou ou Jamel Debbouze, venus dans les bagages de François Hollande, à Tanger, en 2015 - pour étendre son influence.

en tout cas il m'a montré beaucoup de photos avec eux », persifle une figure du « Mahkzen », cette entité indéfinissable qui constitue l'entourage immédiat du palais, celui qui possède le vrai pouvoir dans le pays.

## CHANTAGE ET EXIGENCES

Le « faux pas » de M'jid El Guerrab, accusé d'avoir asséné des coups de casque à Boris Faure, un cadre du PS, est bien mal tombé. Car son élection comme député de la 9<sup>e</sup> circonscription des Français de l'étranger arrivait à la suite d'une des séquences les plus compliquées de l'histoire des relations franco-marocaines, à la résolution de laquelle on s'était beaucoup activé des deux côtés. En effet, le 21 février 2014, la visite de policiers français à l'ambassade du Maroc, à Neuilly-sur-Seine, en dépit des usages diplomatiques, pour convoquer Abdellatif Hammouchi, le chef du contre-espionnage marocain visé par une plainte pour « actes

de torture » sur le champion de boxe thaïe Zakaria Moumni, avait ulcéré le palais. La rupture avait été totale, et s'était traduite par un gel de la coopération judiciaire et policière entre les deux pays. De son côté, la France ne pouvait se permettre une rupture prolongée des relations avec un pays aussi important que le Maroc en matière de renseignement dans la lutte contre le terrorisme.

Entre l'hiver 2014 et l'été 2015, période noire pour la France, les Marocains ont exercé une « forme de chantage », selon certains, afin d'obtenir réparation de l'humiliation. Les exigences étaient démesurées, puisqu'ils voulaient la fin de la compétence universelle du juge, de manière à ce que, dans certaines affaires survenues au Maroc mais où la plainte était déposée en France, le juge français soit dessaisi au profit de son homologue marocain. « On a passé des mois à leur expliquer que c'était impossible », explique un acteur



**LEÏLA SLIMANI**  
L'écrivaine fait partie de ces figures montantes de la Macronie amenées à jouer un rôle dans les relations entre Paris et Rabat.

Quand j'ai eu besoin des uns et des autres, beaucoup ont regardé le bout de leurs chaussures. J'ai vu des présidents, des Premiers ministres. Ils m'ont assuré de leur soutien, mais tous ceux qui étaient en capacité d'agir se sont heurtés à un mur. Un ancien Premier ministre m'a dit, gêné : "Au Maroc, ce sont toujours les gens d'en bas qui trinquent."

## LE REMPART A BON DOS

Cette corruption endémique, Elisabeth Guigou la reconnaît : « Mais ils progressent, c'est long, c'est une affaire de formation, les enquêteurs, les magistrats. Mais ce protocole était nécessaire, c'est de la diplomatie, on doit toujours mettre la balance en équilibre. » Un argument que ne veut plus entendre Eric Doligé. Il se souvient de son échange avec André Azoulay, le conseiller du roi, de passage à Paris : « Il était tout sourire jusque-là, à nous vanter l'accueil et les possibilités d'investissement au Maroc. Quand je lui ai parlé de tous les Français emprisonnés arbitrairement là-bas, arnaqués et dépouillés, il l'a très mal pris. »

« Le royaume joue finement, explique un journaliste marocain. Ils sont le pays de la culture, de l'islam tolérant, pro-occidentaux, ouverts à la modernité et remparts contre Aqmi et Daech. À côté de ça, les questions de droits de l'homme sont inaudibles. La lutte contre le terrorisme, avec l'ouverture culturelle, est un axe de communication très fort du Maroc. Se présenter ainsi en rempart, c'est le même discours que celui qu'avait Ben Ali en Tunisie, mais ils le font de manière plus sophistiquée. »

Dans ce royaume éclairé et moderne, il arrive que, le même jour, on lance un satellite espion et que 15 femmes soient écrasées lors d'une distribution de nourriture, dans un village pauvre des environs d'Essaouira. Le roi, dont la fortune est estimée à 5,7 milliards de dollars, selon le magazine *Forbes*, a déclaré qu'il prendrait à sa charge les frais des funérailles. En effet, le Maroc est bien une « terre de contrastes. » ■ V. DE G.

## CONFIDENCE D'UN ANCIEN PREMIER MINISTRE FRANÇAIS : "AU MAROC, CE SONT TOUJOURS LES GENS D'EN BAS QUI TRINQUENT."

de la négociation. Pour en sortir, François Hollande a envoyé Elisabeth Guigou (qui est née et a passé son enfance et son adolescence au Maroc), ancienne garde des Sceaux et députée, s'entretenir avec Mohammed VI en compagnie de l'ambassadeur de France, Charles Fries : « Nous avons parlé longtemps, le roi nous a écoutés. Il fallait avancer, on ne pouvait pas rester dans une telle situation de blocage dans la séquence que nous vivions », raconte-t-elle. Au mois de juin 2015, un « protocole additionnel à la convention d'entraide judiciaire en matière pénale », dont elle est le rapporteur, a été voté à l'Assemblée, même si le flou juridique qui entoure certains articles inquiète les associations comme la Commission nationale consultative des droits de l'homme et le Syndicat de la magistrature. Seuls les écologistes et les communistes ont voté contre le texte. Avec un Républicain : Eric Doligé, sénateur du Loiret.

### REPÈRES

70 000 citoyens français résident au Maroc, dont la moitié de binationaux.

38 entreprises du CAC 40 sont installées au Maroc.

1 500 000 Marocains vivent en France, dont 670 000 binationaux.

Eric Doligé connaît bien le sujet des droits de l'homme au Maroc : son fils, Sacha, entrepreneur et propriétaire d'une maison d'hôtes à Taroudant, a été spolié de ses biens, privé de son passeport et a dû se cacher durant vingt et un mois. À l'origine, une sombre histoire de travaux non payés par un policier, potentat local qui le fera arrêter. « Des histoires comme celles de mon fils, des emprisonnements arbitraires, des gens dépossédés de leurs biens avec le concours de policiers, d'avocats et de magistrats corrompus, il y en a des dizaines dans ce pays, dit-il. Mais on les sacrifie à la relation diplomatique. » L'ambassade de France serait même allée jusqu'à refuser que Sacha vienne y trouver refuge, selon ce dernier. « J'ai constaté à quel point presque tout le monde, dans la classe politique, a des relations étroites avec le Maroc », confie Eric Doligé. Le groupe d'amitié est le plus nombreux de l'Assemblée, il y a des intérêts multiples et anciens.